CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CONFEDERATION DES ETUDIANTS- CHERCHEURS

Ce Conseil d'Administration s'est tenu à la Faculté des Sciences de Rennes, campus de Beaulieu le 30 janvier 1999, de 14h à 4h.

I - Ouverture (14h15) :

Accueil des participants
Présentation de l'ordre du jour

II - Tour de table des associations présentes :

II-1 - CONTACT - Montpellier.

Association de doctorants et anciens doctorants scientifiques de l'académie de Montpellier.
60 membres, 12-13 actifs.
2 élus au CS, 1 au CA.
Site web et mailing liste.
Annuaire de mini-cv à destination des entreprises et des cabinets de recrutement.
Mise en place d'un annuaire des anciens élèves des Ecoles Doctorales de l'Université Montpellier II.
Opération de promotion de l'insertion dans le secteur privé des docteurs de l'académie de Montpellier.
Journal et plaquette de présentation.
Formation à la connaissance de l'entreprise et à la gestion des organisations.

II-2 - Collectif des Doctorants Toulousains - Toulouse.

Association de doctorants scientifiques.
65 membres.
Renégociation de la charte de thèse de l'Université Paul Sabatier.
Rencontre avec Maurice Garden sur la Charte de Thèse et la réforme des Ecoles Doctorales.
Lettre aux adhérents pour faire le bilan des actions et des projets.
Groupes de réflexion sur le 3/5/8, l'harmonisation européenne des diplômes, la réforme des établissements publics de recherche, la charte de thèse, les débouchés vers le secteur privé...
Problème de représentation en sciences humaines et sociales (SHS), mais volonté de relancer les échanges entre SHS et sciences dures.

II-3 - ADSO - Orléans.

Association née en 1994.
15 actifs.
Fonctionnement en cellules, la plus active semblant être la cellule IDE (Interface Doctorants Entreprise).
Organisation d'un forum "Sciences en Sologne".
Elaboration de la charte de thèse.
Collaboration avec l'Université pour réfléchir au projet d'établissement.

II-4 - GTEM - Paris.

Groupe de Travail des Etudiants du Muséum
50 membres, 15 actifs, 6-7 au bureau.
Organisation d'un congrès axé sur la communication.
Université-Entreprise.
Site web, mailing liste.
Journal.
Elaboration de la charte de thèse.
Est confrontée au problème du mandarinat.
Difficulté à percevoir le fonctionnement interne du Muséum.

II-5 - ADOC - Rennes.

Association des doctorants de l'école Doctorale S.P.I.
50 membres, 10 actifs.
Beaucoup de "1ere année" cette année, mais peu d'anciens.
Partenariat avec la formation continue de l'IRISA.
Blocage entre présidence et étudiants dans la négociation de la charte de thèse.

II-6 - ADOCS - La Rochelle.

Association de doctorants multidisciplinaires.
30 adhérents pour 80 doctorants
2 élus au CS, 1 au CA + siège a l'UFR.
Négociation de la charte de thèse, mais problèmes lors de l'application.
Site web.
Organisation de visites d'entreprises.

II-7 - ADDOC - Orsay.

50 membres pour 2000 doctorants, 10 actifs.

Projet de forum pour regrouper doctorants et encadrants et discuter de l'application de la charte de thèse.
Renouvellement du bureau.
Présence à des colloques sur l'Université.
Un certain nombre d'élus aux conseils centraux.
Journal.
Envoi d'un questionnaire pour faire un état des lieux de la situation des doctorants.
Discussion avec l'UFR aux sujet de l'utilisation des doctorants pour le tutorat ; perspective de dégager des heures de vacations supplémentaires sur le premier cycle (pourrait concerner 30 doctorants).

II-8 - AFODIB - Bordeaux.

Doctorants en informatique de Bordeaux
70 membres (doctorants et permanents)
Problème du renouvellement - essoufflement.
Serveur web.
Annuaire des anciens du DEA et des docteurs.
Elu à l'UFR.
Relais de la CEC auprès des autres doctorants en sciences.
Implication dans la négociation de la charte de thèse.
Relais du vote CNESER.
Projet de monitorat en informatique en entreprise (2 journées par semaines pendant toute la thèse) - consulting.
Organisation de stages en anglais et rédaction de C.V.

II-9 - Jacques Binet - Rennes.

Association des doctorants en mathématiques de Rennes.
24 membres (sur 40 doctorants), 10 actifs.
Charte de thèse.
Accueil des nouveaux doctorants.
Site web.
Séminaires récréatifs.
Très peu occupée par les débouchés dans le secteur prive.
Annuaire des anciens 3emes cycles.

II-10 - MAD-UTC - Compiègne.

Association des 3ème cycles de l'Université de Technologie de Compiègne.
Centre universitaire spécifique car pas de 1er cycle, mais fraction importante de 3ème cycles.
La recherche est de type appliquée et souvent finalisée par un contrat impliquant un industriel.
Malgré la forte proportion de CIFRE, les docteurs formés rencontrent des problèmes d'insertion.

Renouvellement du bureau, plaquette, site web.
Charte de thèse discutée depuis longtemps et appliquée depuis septembre.

II-11 - APIDoC - Caen.

Association de doctorants, pluridisciplinaire.
119 membres, renouvellement du CA.
2 élus au CS.
Négociation de la charte des thèses.
Publication d'un guide du doctorant.
Projet de plaquette pour les entreprises.
Lettre trimestrielle, site web.
Réunion d'information auprès des DEA et maîtrises.

II-12 - ASEC - St.-Etienne.

Association de doctorants, pluridisciplinaire.
30 membres, 5-6 actifs.
2 élus au CS.
Problème : plusieurs sites, il est difficile de toucher les doctorants en sciences humaines.
Charte de thèse acceptée le 13/01/1999 : quelques avancées, sauf sur le financement.

II-13 - Athéma - Ales.

Association des Thésards de l'Ecole des Mines d'Ales.
60 membres.
Site web, mailing liste, journal.
Restructuration récente en groupes de travail.
Plus d'activités festives que revendicatives.

II-14 - AMESAT - Toulouse.

Association de moniteurs toulousains.
Structure en perte de vitesse.
Risque de disparition prochaine.

II-15 - La Pléiade Unilim - Limoges.

Association pluridisciplinaire des doctorants de l'Université
de Limoges.

Une année d'existence.
Bon espoir de renouvellement.
Bulletin d'information trimestriel.
Site web, mailing liste en projet.
Problème lors de la négociation de la charte des thèse du fait de la pluridisciplinarité de l'Université de Limoges.
Projet de diffusion de CV sur CD-ROM.
Participation a l'organisation des Doctoriales en Limousin.

II-16 - Renee Boubour - Adhérente individuelle.

Ancienne rennaise.
Insérée en entreprise en région parisienne (informatique et télécommunication).

II-17 - Luck Darnière - Adhérent individuel.

Ex-coordinateur.
Ex-Jacques Binet.
Maître de conférences a Angers.

Les associations suivantes n'étaient pas représentées mais ont envoyé un résumé de leurs activités pour le Conseil d'Administration.

II-18 - AMOUR LR - Montpellier.

Association de moniteurs de l'académie de Montpellier.
Récemment disparue.

II-19 - ADSL - Lyon.

Association de doctorants.
Forte préoccupation du côté du secteur privé.
Mise en place d'un guide.
Organisation de visites d'entreprises.
Bon passage de relais entre anciens et nouveaux arrivants.

II-20- ADD - Marseille.

Association des doctorants du campus de St-Jérôme.
Problème de renouvellement de l'association.

Mobilisation pour le CNESER et la charte des thèses.

II-21 - Doc'en Stock - Chambéry.

Association des doctorants de l'Université de Savoie.
Serveur web.
Des élus dans les conseils.

II-22 - Core Dump - Nancy.

Association de doctorants en informatique.

III - Présentation de l'A.B.G. .

Intervention de Robert Tardivel, correspondant de l'Association
Bernard Grégory à Rennes.

L'ABG joue le rôle d'interface entreprise-thésard. C'est un réseau important sur le plan national et international. On trouve près de 400 correspondants ABG. Ces correspondants se trouvent en région, dans les antennes locales, des établissements d'enseignement supérieur ou des centres de recherche. L'ABG dispose d'un serveur Internet (http://www.abg.asso.fr/). En 1997, l'ABG a envoyé quelques 6000 CV aux entreprises. L'ABG propose en permanence 1000 docteurs aux entreprises. Depuis 10 ans, trois forum sont organisés aux USA ; ils contribuent à faciliter le retour des post-doctorants. Le service web de l'ABG propose des offres de séjours post-doctoraux, de stages, d'emplois (CDD et CDI). L'ABG prévoit de développer son réseau international ainsi que ses relations avec les sciences humaines et sociales.

La section rennaise de l'ABG participe à l'organisation des Doctoriales de l'Université Rennes I, de même qu'à l'opération Recrue des Sciences (10 conférences, 50 visites d'entreprises avec entrevue avec deux cadres sur site, plus de 200 cadres contactés). L'ABG de Rennes organise des réunions d'information pour les DEA et propose également des simulations d'entretiens d'embauche.

Q : Quel est le problème de l'insertion ?

D'après Robert Tardivel, l'obstruction majeure à l'insertion des jeunes docteurs provient de la mauvaise représentation que s'en font les chefs d'entreprise ; ils n'auraient pas vu que les universitaires ont changé. Ce ne serait en aucun cas un problème de niveau scientifique, mais plutôt une peur que les docteurs postulant aient une totale méconnaissance des contraintes liées à l'industrie.

Pour l'ABG, les doctorants doivent être les acteurs du changement. Reste le problème de la reconnaissance du grade de docteur dans les conventions collectives. Le projet d'harmonisation européenne des cursus devrait être un bon moyen d'y parvenir.

Q : Il existe une demande de promotion auprès du secteur privé dans les associations membres de la CEC ; que peut-elle faire ?

Pour Robert Tardivel, l'action en faveur de l'emploi dans le secteur privé pour les docteurs doit se faire tant au niveau local qu'au niveau national. La CEC peut réaliser une collectivisation des expériences. Il existe actuellement de grandes différences entre les universités qui n'ont pas toutes la même culture. Il faut réfléchir à l'obligation pour le thésard de suivre des enseignements complémentaires non liés à sa recherche au cours de la thèse. Il est malheureusement assez difficile de trouver des interlocuteurs qui n'aient pas un discours de spécialiste de ces autres domaines. M. Tardivel pense qu'un docteur sera recruté parce qu'il aura à gérer un décalage moins grand entre le monde universitaire et le monde industriel.

Q : L'insertion des CIFRE ?

Ils s'insèrent mieux dans le privé que dans le public. Ne serait-ce pas parce qu'ils ont du mal à se placer dans le public ? Il faut savoir aussi qu'il n'y a pas nécessairement plus de valeur à l'embauche donnée a un thésard ayant reçu une allocation de recherche ministérielle et fait de l'enseignement.

Q : Les bourses post-doctorales en entreprises ?

Les entreprises sont peu motivées. On en compte deux en Bretagne. Il faut rappeler que le financement est pour l'entreprise et non pour le candidat.

Les PME et PMI ont souvent besoin être rassurées lorsqu'elles recrutent un docteur. Elles craignent que le candidat ne s'ennuie et parte au bout de six mois. Le tort des thésards est souvent de ne penser que "recherche" ; ils doivent être prêts à exercer plusieurs activités. Les grandes entreprises ont souvent du mal à gérer les chercheurs.

En conclusion, M. Tardivel se propose de jouer le rôle de relais entre la section locale de l'ABG et la CEC. Il ne peut en revanche s'engager pour l'ABG nationale. Il rappelle qu'aller a la rencontre des gens est toujours positif et que la démarche doit venir des deux cotes. Il faut favoriser les rencontres.

IV - Modification du règlement intérieur de la CEC.

Des membres d'ADDOC et du CDT font remarquer que les associations qui participent le plus activement à la vie de la CEC, en organisant une Assemblée Générale ou en fournissant un ou plusieurs de leurs membres à la coordination ou au bureau, sont pénalisées par le système actuel de péréquation des frais de transport. En effet, la présence aux Conseils d'Administrations et aux Assemblées Générales des organisateurs et/ou des membres de la coordination ou du bureau est obligatoire, ce qui augmente automatiquement la contribution financière des associations concernées. Pour remédier à ce problème, le Conseil d'Administration vote les modifications suivantes de l'article 1 du règlement intérieur de la Confédération des Etudiants-Chercheurs :

1ère modification : Ajout d'un alinéa 2 à l'article 1. "Lors d'une Assemblée Générale, l'association organisatrice ne contribue à la péréquation qu'à hauteur maximale de deux représentants au lieu de cinq maximum."

La première modification est votée à l'unanimité.

2ème modification : Ajout d'un alinéa 3 a l'article 1. "La CEC prend en charge, le cas échéant, les frais de déplacement des coordinateurs ou des membres du bureau en sus des deux (respectivement cinq) représentants de leur association normalement pris en charge par la péréquation au Conseil d'Administration (respectivement Assemblée Générale)."

La deuxième modification est votée à la majorité.

V - Représentation des doctorants au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER).

V-1 - Exposé de Stéphane Lavignac.

A l'assemblée générale d'octobre 1998, il a été décidé de mener une action de revendication lors des élections du collège B du CNESER. Des ATER et des moniteurs ont déposé des bulletins nuls revendiquant un collège spécifique pour les étudiants-chercheurs. Sur cette base, la demande d'un collège spécifique auprès du ministère a été réitérée.

Cette demande pourrait être étendue aux députés et sénateurs, ainsi qu'à des membres de l'enseignement supérieur.

La loi 84-52 relative à l'enseignement supérieur de 1984 est une loi fondamentale qui définit les différents personnels. Un recours ayant été déposé, le ministère dit qu'il faut en attendre la réponse. Autre argument du ministère: les doctorants sont des étudiants, donc des usagers. Il y a une volonté manifeste pour ne pas créer un collège spécifique de personnels non titulaires de la fonction publique. La proposition de créer un sous-collège (usager ou B) a été évoquée. La CEC préférerait un sous-collège du collège B. Dernier argument ministériel : l'accord d'un collège spécifique aux étudiants chercheurs permettrait à d'autres "corps" de faire la même demande, qu'il serait alors difficile de refuser.

V-2 - Débats.

La demande de collège spécifique se heurte entre autres à la volonté des syndicats (étudiants et personnels) déjà représentés au CNESER. Il convient donc de se demander quels sont les objectifs d'un collège spécifique et quels sont les moyens d'y parvenir. Dans une telle demande, il ne faut pas oublier d'intégrer dans le corps des étudiants chercheurs les DEA, les post-docs et les ATER.

Doit-on éventuellement modifier notre demande et accepter être intégrés à un sous-collège du collège B ? Cette proposition se heurte au fait qu'il faut garder de la cohérence même si nous sommes prêts à étudier ce qu'on nous propose. De plus, en acceptant un sous collège, on risque de "perdre" les doctorants non-financés.

La question d'un recours en justice est posée : la CEC pourrait-elle se porter partie civile dans un recours pour excès de pouvoir de la loi en vue d'annuler les élections ? Nous ne savons pas si c'est possible. Il faudrait avoir l'avis d'un juriste de droit public. Outre une question de date limite après laquelle un recours n'est peut être plus possible, se pose également le problème du coût d'une telle démarche. Le chiffre de 500 FF est avancé (retour sur le délai). Il faut un dossier présentant un certain nombre de cas qui auraient changé les résultats. La proposition de créer un groupe de travail sur ce thème pour faire avancer le dossier est émise.

En parallèle, il faut diffuser largement deux textes présentant les résultats des élections et nos analyses, et renouvelant la demande d'un collège spécifique. Depuis les élections (26 novembre 98), la CEC n'a pas communiqué sur le sujet et n'a jamais fait part de ses revendications à grande échelle. Nous avons bien parlé du refus essuyé jusque là, mais simplement à quelques personnes au Ministère de l'Education Nationale, et très peu aux syndicats. Notre proposition n'est pas très populaire au CNESER car elle est interprétée uniquement comme le désir pour la CEC d'avoir un siège, alors qu'il s'agit avant tout d'obtenir la reconnaissance d'un corps à part (celui des étudiants-chercheurs), bien plus que d'obtenir un collège spécifique - ce qui n'est qu'un moyen.

Des anciens de la CEC maintenant permanents souhaitent intégrer un syndicat. Peut être pourraient-ils faire évoluer "de l'intérieur" les convictions des syndicats de permanents sur le bien fondé de la création d'un collège spécifique.

Il nous paraît donc important de communiquer sur le sujet : envoyer les textes aux syndicats, faire un suivi téléphonique, de même avec les universitaires, les députés, les sénateurs et la presse, tout en étudiant en parallèle les possibilités de recours juridique.

Vote pour l'approbation des textes :

- Communiqué court : Texte adopté à l'unanimité.
- Communiqué long : Texte adopté à l'unanimité.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration de la CEC décide l'étude de la faisabilité d'un recours en annulation des dernières élections aux CNESER, collège B et/ou usagers. Cette étude a été abandonnée par la suite, ce recours nécessitant un investissement trop important par rapport à ses chances d'aboutir et aux résultats escomptés.

VI - Débat sur le statut de l'Etudiant-Chercheur.

VI-1 - Introduction.

Un certain nombre de réflexions ont déjà été menées par la CEC à ce sujet. Voir par exemple :
http://garp.univ-bpclermont.fr/cec/groupes/ministere/
http://garp.univ-bpclermont.fr/cec/groupes/ministere/synthese.groupes.html
http://garp.univ-bpclermont.fr/cec/groupes/ministere/cr-officiel-05-11-97.html
http://garp.univ-bpclermont.fr/cec/interventions/reunion.24-06-98.html

Ainsi que les propositions du rapport HotDocs :

http://garp.univ-bpclermont.fr/guilde/Rapport-HD/Rapport/Rapport.html
http://garp.univ-bpclermont.fr/guilde/Rapport-HD/Rapport/node150.html

Et l'article 3 de la version "CEC" du Contrat de thèse :
http://garp.univ-bpclermont.fr/CdT/

Lors du débat, plusieurs points ont été abordés, le principal étant le financement. Les différences de statut social (salarié, boursier...) sont également une préoccupation importante.

VI-2 - Débat.

Certains dans l'assistance manifestent leur incompréhension face à certaines situations : comment est-il possible que des doctorants préparent des thèses actuellement sans protection sociale ?

Suit une discussion sur le thème des autorisations d'accès aux établissements de recherche "en dehors des heures normales de travail", ce qui est souvent le lot des thésards. Le CNRS vient en effet de passer une convention qui interdirait aux doctorants de travailler en dehors de certaines heures. Il est rappelé que la responsabilité du chef d'établissement est engagée en cas d'accident. L'ensemble des participants au CA s'interroge sur la couverture du risque "accident" pour un étudiant-chercheur en déplacement. Il ressort qu'un ordre de mission est nécessaire. Il doit être accordé au personnel permanent ou non-permanent, salarié ou non-salarié. Il permet de bénéficier d'une couverture de type "accident du travail" en cas de problème, même un accident de la route.

La CEC pourrait demander au Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie de nous indiquer les textes de loi régissant la protection sociale de l'étudiant chercheur et les lois relatives à l'hygiène et sécurité. Il semble intéressant de s'impliquer dans les CHS des établissements d'accueil de doctorants. Une action volontariste est nécessaire, bien que s'attaquer à ce sujet soit politiquement dur.

Le CA décide la mise en place d'un groupe de travail qui doit se renseigner sur les pratiques qui sont en marge de la légalité, comme travailler de nuit dans les labos, accepter un déplacement sans ordre de mission...

VII - Les élections a la MNEF.

Suite à la dissolution du CA de la MNEF à cause des malversations de son ancien président, N. Spitakis, le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales a autorisé la MNEF à organiser de nouvelles élections pour une nouvelle assemblée générale qui élira le CA, lequel a un pouvoir de contrôle conséquent. Plusieurs associations étudiantes présentent des listes aux élections. L'Unef-ID présente une liste qui se veut un rassemblement pour le renouveau étudiant. L'Unef est associée à cette liste. Néanmoins, un adhèrent CEC sera présent sur la liste, en position non éligible. Sont également présentes une liste d'anciens collaborateurs de N. Spitakis et une liste issue des anciens présidents de section régionale de la MNEF (ces derniers étaient parait-il sans pouvoir auparavant (?)). La CEC appelle-t-elle à voter pour une liste, et si oui laquelle ?

Le débat qui s'ensuit fait apparaître que le domaine des mutuelles étudiantes est protégé. Deux systèmes coexistent : la MNEF et la fédération des mutuelles régionales. La MNEF (seule mutuelle nationale) est un outil revendicatif. Cela peut nous pousser à avoir une place au CA pour revendiquer une évolution du statut social des étudiants-chercheurs. Si la CEC n'est pas représentée dans le CA, elle n'aura aucun poids. En définitive, il ressort du débat que la CEC n'appellera à voter pour aucune liste.

VIII - Le calendrier CNU.

Une proposition d'aménagement du concours de MCF a été élaborée avec la participation de Sciencescope, association de post-doctorants français au Japon. Elle consistait à repousser la date limite de soutenance de la thèse afin être qualifié et à mieux étaler la deuxième partie du concours. Cette proposition a été envoyée au Ministère de l'Enseignement Supérieur. Depuis, le contact que l'on avait sur ce dossier a changé, et nous n'avons pas reçu de réponse. A l'intérieur de la CEC, le suivi n'a pu être assuré. Les propositions faites sont toujours valables. Elles peuvent être réitérées pour l'an prochain.

Les aménagements proposés pour la seconde partie du concours concernent surtout les post-doctorants expatriés. Les convocations pour les auditions arrivent souvent trop tard. Il a été objecté que c'était une façon de gérer un retard. Le déplacement de la date limite ne risque-t-il pas de déplacer le problème actuel ?

La guilde des doctorants avait mis en évidence des points de dysfonctionnement du système de qualification. Il faudrait peut-être observer si les points d'achoppement de l'époque sont encore actuels ? Ensuite, comment peut-on faire remonter l'information au Ministère de l'Education Nationale ? Un groupe de travail a été chargé de cette action.

IX - Reforme de la procédure de nomination des A.T.E.R.

La proposition de décret du Ministère de l'Enseignement Supérieur sur le statut des ATER contient les points suivants :

1- pour les doctorants : droit à un poste d'ATER d'un an non renouvelable. Obligation de service conforme à la mission (96h équivalent T.D.). La proposition de recrutement émanera des écoles doctorales, ou, par défaut, de la formation doctorale.

Pour les docteurs : un an de poste d'ATER pour les titulaires d'un doctorat depuis moins d'un an (délai prolongé pour les post-docs, militaires et en cas de maternité).

Nouvelle catégorie d'Ater pour les pharmaciens.

2- Déconcentration globale : il n'y a plus de poste d'Ater rectoraux, les candidatures se font auprès des établissements. Pas de changement de la rémunération.

Des questions se posent :

- il existe une grande diversité des procédures de recrutement, chaque rectorat agissant selon ses propres critères. Qu'en sera-t-il lorsque la candidature devra se faire auprès des chefs d'établissement ?

- doit-on demander la mise sur le réseau Internet des informations concernant le recrutement des Ater ?

L'obligation de mobilité pour les docteurs, qui avait été envisagée par le ministère dans une version antérieure du projet, a été abandonnée. Pour les doctorants en revanche, il deviendrait impossible de candidater en dehors de l'académie où est effectuée la thèse. Johanna Simeant de l'ANCMSP (Association Nationale des Candidats aux Métiers de la Science Politique) a soulevé par courrier électronique les problèmes que cette interdiction poserait en Sciences Humaines et Sociales. En pratique, cela favoriserait les recrutements locaux, un poste d'ATER, même avant la soutenance, étant souvent un tremplin pour un poste de Maître de Conférences.

Pour faire avancer nos propositions, il serait bon de discuter avec les sociétés savantes, notamment en mathématiques. Pour obtenir des informations, la lecture des " lettres syndicales " est toujours instructives ; elles contiennent de nombreuses informations analysées, par exemple sur les projets de décrets.

De nombreuses personnes présentes pensent que le projet de décret ne fait que valider ce qui existe actuellement; cependant, il est décidé d'en débattre sur la liste <<ministère>>.

X - Contacts extérieurs.

Le président de la CEC, Guillaume Bonello, fait le point sur les contacts de la CEC : ils sont de trois types : syndicats de personnels, syndicats étudiants et Ministère de l'Enseignement Supérieur. Suite à nos interventions sur la charte des thèses, la CEC a été invitée en juillet à deux réunions du CNESER par l'UNEF-ID et la Fage. Par la suite, les réunions hebdomadaires de l'intersyndicale de l'Enseignement Supérieur, auxquelles nous avons participe, nous ont valu d'être souvent invités aux réunions du CNESER. Nous avons pu assister au débat sur le budget, la reforme des écoles doctorales, la présentation de la nouvelle direction de la recherche au ministère, l'harmonisation européenne en particulier. Maurice Garden (Directeur adjoint pour la recherche universitaire et les études doctorales) et Mme. Giami, son adjointe (sous-directeur de la recherche universitaire et des études doctorales - direction de la recherche), sont des interlocuteurs privilégiés. La CEC commence a être assez bien identifiée au Ministère.

Laure Meynadier (conseillère spéciale du ministre C. Allègre sur les questions de 3ème cycle et de jeunes docteurs) est notre contact au cabinet d'Allègre.

Les syndicats de permanents s'ouvrent a nous. Les plus importants sont le SNESUP et le SGEN-CFDT, ainsi que le SNCS pour les chercheurs plus spécifiquement. Viennent ensuite la FEN, Sup-recherche, F.O.. Du côté des syndicats étudiants, la CEC a l'impression que l'UNEF-ID cherche a développer des contacts avec elle, ainsi qu'à établir une collaboration sur certains thèmes. La Fage mettrait de côté son aspect revendicatif pour mieux se concentrer sur les " services aux étudiants".

XI - Personne qualifiée CEC au CNESER.

Outre les membres élus dans le cadre des différents collèges (usagers = étudiants et plusieurs collèges de personnels), le Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER) comporte des membres nommés ou "personnalités qualifiées" (PQ). Au mois de juin 98, le ministère, tout en repoussant notre demande de création d'un collège "Etudiants-Chercheurs", avait dit à la CEC qu'il envisageait la nomination une PQ compétente sur les problèmes des doctorants (Cf. http://garp.univ-bpclermont.fr/ cec/interventions/reunion.24-06-98.html).Cette proposition avait été reprise par l'UNEF-ID et avait reçu le soutien, à l'époque, des syndicats de permanents représentés au CNESER. L'Assemblée Générale de Toulouse, en octobre, avait décidé qu'à défaut de collège spécifique, la CEC accepterait la nomination d'une PQ "Etudiants-Chercheurs" à titre provisoire - l'objectif à long terme restant l'obtention d'un collège spécifique (Cf. le compte-rendu de l'A.g. : http://garp.univ-bpclermont.fr/cec/reunions/17.10.98/compte-rendu.html).

Cependant, lors du renouvellement des PQ, le ministre n'a nommé aucun étudiant-chercheur, et la CEC a réagi par une lettre de protestation (Cf. http://garp.univ-bpclermont.fr/cec/positions/cneser/lettre.12-11-98.html). Depuis, un siège de PQ s'est libéré, et le président de la CEC étant régulièrement invité aux réunions du CNESER, on parle officieusement de lui comme d'une possible PQ 3ème cycle.

Selon Guillaume Bonello, si les gens du Ministère sont a priori favorables, l'opposition viendrait plutôt dans les rangs des syndicats de permanents. Du coup, les gens du ministère hésitent à nous nommer, de peur de la réaction des syndicats. Sur les huit PQ (Personnalités Qualifiées), un siège s'est libéré. L'UNEF-ID a proposé d'y nommer un représentant des Etudiants-Chercheurs, par exemple membre de la CEC.

On peut aujourd'hui être écoutés, mais la représentation officielle, affirmée par le Ministère, n'est pas gagnée. Si on veut faire avancer les choses, cela ne se fera qu'avec les syndicats d'un côté et le ministère de l'autre. Il serait intéressant d'avoir des contacts, au niveau local, dans les conseils centraux.

Il est clair que l'Intersyndicale nous considère plus simplement car nous y sommes plus présents. Le Ministère a fait un grand pas en avant en nous considérant comme son interlocuteur naturel sur les questions de 3ème cycle. C'était un des buts de la CEC. Par ailleurs, si nous voulons amplifier nos relations avec les syndicats, il va falloir les étendre à d'autres organisations : l'ABG, l'ANDES.

Sur la question des relations avec les syndicats : Quelles positions doivent avoir les associations ? Si c'est de l'apolitisme strict, il faut que l'on prenne de la distance vis-à-vis des syndicats. Une question est posée sur les relations au niveau local entre les associations membres de la CEC et les syndicats. S'ensuit un débat sur les relations entre la structure nationale de la CEC et les associations locales.

A la proposition qu'il faudrait recruter de nouvelles associations à la CEC, s'oppose l'objection que la recherche de nouvelles associations est plutôt un travail au niveau local. La question du volontariat sur Paris reste également posée.

Le Président demande si les contacts de la CEC intéressent les associations locales ? Il y a en fait deux choses à mener de front : l'action locale, qui occupe en général beaucoup les associations, et l'action au niveau national qui est apparemment très lourde. Les réactions de certaines associations montrent que bien qu'il existe une certaine méfiance vis-à-vis de possible tentatives de "récupération" de l'action nationale de la CEC de la part de syndicats, cette action est très bien vue au sein de ses associations dont certaines délèguent même l'aspect revendicatif de leurs actions à ce niveau national. D'autre part, la participation de la CEC aux intersyndicales semblent nécessaire aux assos, ne seraient-ce que pour l'information.

Il apparaît que les associations membres ne font pas assez remonter l'information à la structure nationale, et qu'il faut plus mutualiser les informations. Cette remontée des informations a bien fonctionné lors de la discussion des textes de position sur les élections au CNESER. C'est à partir de là que la CEC a préparé sa position.

XII - Budget de l'Enseignement Supérieur.

On assiste a une translation d'une ligne budgétaire des postes d'ATER permanents vers la création de postes. Il faut un peu rééquilibrer car un poste de MCF coûte plus cher qu'un poste d'ATER. Ont été attribué des postes créés à des universités nouvelles ou en manque de postes. Ils ont estimé que tous ne pourront être pourvus, d'où 1000 MCF et 500 postes d'ATER. Pour les professeurs, on constate une récupération des reliquats de postes non pourvus l'année dernière.

Il n'y a pas d'argent dans le budget pour la création de nouveaux postes de PRAGS. Ce sont des postes republiés, car la mobilité est très forte dans ce secteur. Certains sont inquiets : ne serait-ce pas un artifice pour détacher des enseignants du 2nd degré ?

Il y aurait un rééquilibrage des primes d'encadrement des sciences dures vers les SHS. La prime aurait poussé à prendre trop de thésards. Certains parmi nous seraient pour la suppression de cette prime. Mais politiquement, il est très difficile de la supprimer. En revanche, il est possible d'imaginer de remplacer la prime par une décharge ? Il faut de toute façon s'attendre a une levée de boucliers des syndicats, mais une refonte du système de prime, qui semble avoir été détourné de son but initial, nous semble nécessaire.

La discussion de l'encadrement des docteurs reviendra lors de la discussion du budget des allocations.

XIII - Débouchés dans le secteur prive.

XIII-1 - Introduction.

L'Assemblée Générale a décidé que les débouchés dans le secteur privé étaient un souci majeur des associations. Il a été décidé de relancer une liste de discussion pour redynamiser le débat. Il y a beaucoup d'actions locales. Il serait bien de faire un catalogue commun des actions et un bilan (apport, réactions,...). Ce répertoire serait à faire au niveau local, puis mis sur le site Internet. Pour que ce soit viable, il faudrait mettre au point un fichier à trous. Au niveau national, on pourrait demander la publication des titres de docteur au J.O.. Est-ce que la CEC a les moyens de faire cela ?

XIII-2 - Débat.

Les associations membres n'ont jamais réalisé cette mise en commun des informations. Avec l'informatique, il serait facile d'envoyer un message de demande de mise à jour mensuel. Il semble vraisemblable que l'Internet devienne un instrument de plus en plus utilisé par les recruteurs. Il est donc nécessaire d'être présent sur ce support pour les doctorants et les docteurs. On assiste à une explosion des serveurs Internet concernant l'emploi. Il est nécessaire d'y être. Le problème est celui de la pérennité de ce type d'action, les mises a jours...A ce titre, l'association Contact édite chaque année un annuaire des doctorants de l'académie de Montpellier. L'inscription n'est pas automatique, les doctorants doivent en faire la démarche. Cet annuaire est envoyé en version papier à 3000 cabinets de recrutement et services de ressources humaines d'entreprises. Il est envisagé de faire une version CD-ROM et de mettre tout cela sur le serveur Internet de Contact. Il y a eu au sein de la Guilde une page qui génère des mini-cv (idem pour Afodib). La CODIGE met en place une base de donnée sur les thèses en cours, avec publication sur Internet. En France, deux lieux centralisent les thèses : Nanterre pour les SHS et Grenoble pour les sciences dures.

Une des difficultés consiste à faire reconnaître aux entreprises la plus value qu'il y a d'un bac+5 à un bac+8. Comment faire reconnaître ces trois années supplémentaires par les entreprises ? Le rôle de la CEC dans ce domaine serait plutôt celui de relais. Pour ce type de problèmes, il devrait y avoir un retour très important au niveau local. Le véritable travail de la CEC devrait être d'agir pour la reconnaissance de la valorisation qu'est la thèse dans les conventions collectives.

Comment les entreprises peuvent-elles aborder le problème de la recherche : le CIR (Crédit Impôt-Recherche) peut être une vrai chance pour faire découvrir les doctorants aux entreprises. Mais il n'est dit nulle part dans les textes concernant le CIR que ce sont les jeunes docteurs qui soient concernés. Il est fort probable que ce sont des ingénieurs qui en profiteront à 95%.

Un de nos membres, E. Zarpas, a eu un contact avec un représentant du MEDEF. Il a un rendez-vous le 08/02/1998 à 18h30. Il voudrait parler de l'embauche des docteurs, de l'insertion et des conventions collectives. Il a besoin de volontaires.

A Orléans par exemple, les critères demandés par les entreprises sont vraiment difficiles a cerner par les docteurs.

Au fil du débat, un certain consensus se fait sur ce que doit être la formation doctorale. Ce qu'il faut mettre en avant, ce n'est pas la thèse mais les compétences associées. La thèse n'est pas un diplôme mais un grade universitaire. Le contrat de thèse devrait pouvoir être utilisé pour valoriser notre travail de recherche en une véritable expérience professionnelle. L'ABG est d'ailleurs contre le fait de demander la reconnaissance du diplôme de thèse. Ils sont pour l'équation Thèse = Bac+5 avec 3 ans d'expérience professionnelle. La différence sera faite sur les compétences annexes, d'où l'importance de la reforme des Ecoles Doctorales.

L'université aura toujours besoin d'enseignants, mais il y aura toujours une interpénétration des différents types de thèses. Il faut effectivement favoriser la mobilité : former un doctorant à l'entreprise est toujours un avantage, même pour un laboratoire. On est en train de monter un peu partout des cellules de valorisation.

Comment se placent les établissements par rapport à ce débat ? Dans la reforme annoncée des Ecoles Doctorales, on parle de la contractualisation des établissements dans le cadre du contrat quadriennal. On devrait donc en parler au sein du plan U3M. N'oublions pas que ce plan doit être aussi mis en place pour donner les moyens à des laboratoires en SHS, typiquement de construire des bâtiments, des bureaux pour les thésards...

Aujourd'hui, la volonté affichée est la formation de docteurs qui ont des compétences annexes. Or, il y a déviance. Les encadrants des doctorants poussent souvent ceux-ci a se désintéresser de tout ce qui n'est pas leur sujet de recherche, cependant que d'autres les dissuadent de continuer dans la recherche publique. L'ensemble des participants au débat pense que la chaîne de formation des docteurs doit être cohérente. On forme des gens par la recherche, il faut donc des formations complémentaires données à partir des écoles doctorales. A partir d'un sujet très appliqué ou très fondamental, le thésard doit développer en parallèle une série de compétences, sinon il risque d'y avoir apparition d'un distinguo entre thèse "d'état" et thèse de "docteur-ingénieur". Les modes de recrutement sont également appelés a évoluer. Il ne faut surtout pas revenir en arrière en créant des thèses "académiques ", "extra-académiques", etc... Il est primordial d'avoir un projet professionnel en début de thèse. Le projet doit évoluer naturellement en cours de thèse. Le doctorant a une prise de décision. Mais il ne faut pas affirmer que le doctorant doit avoir un projet professionnel, mais plutôt l'inviter à y réfléchir. "Je fais une thèse, j'ai un projet", doit être la réflexion de chaque docteur. Quant aux formations complémentaires, il doit y avoir une obligation dans leur suivi, sans pour autant se fixer un objectif précis, ceci afin de ne fermer aucune porte.

Après les "Doctoriales", ne doit-on pas mettre en place des "Professoriales", destinées à former les encadrants de thèses aux nouvelles réalités des débouchés en entreprise ? On pourrait discuter de cela avec l'ABG, car c'est une partie de leurs revendications. Il serait également intéressant de soumettre la prime d'encadrement à la participation à ces "Professoriales".

Si nous sommes tous conscients de la mobilité qui sera nécessaire à l'avenir, que dire sur les doctorants en SHS ? Pourquoi ne revendiquent-ils jamais à propos de leurs problèmes ? Il semble que les doctorants en SHS aient une perception de leur travail de thèse très différente de celle des doctorants en sciences "dures". On doit faire l'effort d'aller vers eux pour discuter de ces problèmes.

On a reproché beaucoup de choses aux formations complémentaires. Il n'empêche que statutairement, nous sommes tous amenés à mener des taches - management, stratégie - très éloignées de la recherche, en entreprise ou dans un labo. Si on ne l'apprend pas pendant la thèse, ou l'apprendra-t-on ? Il faut par exemple savoir lire un budget, c'est important.

XIV - Conclusion

Guillaume Bonello conclut le débat en constatant que le consensus s'est fait sur la formule suivante : quelle que soit la thèse que l'on effectue, il faut qu'elle intègre un travail de recherche et les compétences annexes à ce travail, dans toutes les responsabilités et les fonctions du travail de chercheur. Pour Guillaume, cette conception de la formation doctorale implique aussi la disparition à terme des post-docs et le fait que la thèse, correctement effectuée, soit une formation suffisante pour trouver un emploi.

Glossaire :

ABG	Association Bernard Gregory
ANCMSP	Association Nationale des Candidats aux Métiers de la Science Politique
ANDES	Association nationale des docteurs es science
CA	Conseil d'administration
CHS	Conseil Hygiène et Sécurité
CNESER	Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
CODIGE	COnference des DIrecteurs de Grandes Ecoles
CS	Conseil Scientifique
DEA	Diplôme d'Etudes Approfondies
FAGE	Fédération des Associations Générales Etudiantes
IRISA	Institut de Recherche en Informatique et Systèmes Aléatoires
J.O.	Journal Officiel
MCF	Maître de Conférence
MEDEF	Mouvement des Entrepreneurs de France
MNEF	Mutuelle Nationale des Etudiants de France
PQ	Personnalité Qualifiée au CNESER
PRAG	Professeur Agrégé
SHS	Sciences Humaines et Sociales
SPI	Sciences Pour l'Ingénieur

UFR Unité de Formation et de Recherche

Liste des participants – associations :

Rontard Cyrille (ATHEMA)
Thénot Sandrine (CONTACT)
Djebaili Myriam (CONTACT)
Imbert Cyril (CDT)
Laitung Beryl (CDT et vice-présidente)
Dagnat Fabien (CDT et coord.)
Halberstadt Marc (J. Binet)
Lehobey Frédéric (J. Binet)
Dumas Eric (J. Binet et comm.)
Montagnon Claude (J. Binet et trésorière)
Boubour Renée (Individuelle)
Marchand Joël (Individuel)
Dussoubs Bernard (Pléiade et coord.)
Darnière Luck (Individuel)
Jacquet Hélène (AFODIB)
Chauve Cédric (AFODIB)
Merlin Vincent (APIDOC)
Bouraima Hélène (APIDOC)
Chiche Joëlle (ASEC)
Januel Anne-Marie (ASEC)
Mater Denis (MAD-UTC)
Bonello Guillaume (ADDOC et président)
Lavignac Stéphane (ADDOC et coord.)
Gutnic Michaël (ADDOC et coord.)
Poinsot Claire (GTEM)
Sergent Anne (ADOCS)
Demairy Erwan (ADOC)
Rivière Emmanuel (ADSO)
Szeremeta Frédéric (ADSO) 29 personnes en tout,

Tardivel Robert (ABG) 1 invité.